



**Georg Cremer, Gerhard Kruij: Work Must be Worthwhile for All! Necessary Reforms for Citizen's Income Recipients and Low-Wage Earners**

Due to the combination of different social benefits and different contributions to the social system, that obey different rules, there are high transfer withdrawal rates in the transition between receiving social benefits and employment, which hardly offer any incentives to take up gainful work. On the basis of socio-ethical orientations, various reform proposals are briefly presented and discussed, ranging from the introduction of a basic child benefit to very far-reaching changes such as the introduction of an unconditional basic income. The authors consider approaches that bundle several social benefits and thereby standardise and reduce transfer withdrawal rates to be effective. However, a clear vote is only possible on the basis of model calculations that take into account the consequences for financing as well as for the labour market and income distribution.

**Florian Zerzawy, Matthias Runkel, Florian Peiseler: Socially Fair Reduction of Environmentally Harmful Subsidies: Reduce Privileges for High Incomes, Compensate Low Incomes**

The reduction of environmentally harmful subsidies is of central importance for climate protection. The many

misguided incentives in the energy, transport and agricultural sectors stand in the way of the ecological transformation of economy and society, while at the same time burdening the federal budget with billions of euros. A socially acceptable reduction is possible, because climate-damaging subsidies often favour higher incomes in particular. As it turns out, they benefit especially from subsidies in transport, such as paraffin tax exemption, company car privilege, distance allowance and diesel privilege. For people with low incomes, solutions can be found as to how the support intended by the subsidy can be granted in such a way that the disincentives at the expense of the environment are reduced.

**Christine Färber, Ulrike Spangenberg, Barbara Stiegler: Changing Course. Good Reasons for an End to Marital Splitting**

The authors explain the main reasons for abolishing the taxation of married couples, based on arguments that are typically put forward against a reform of the current taxation of marriage. Marital splitting relates solely to marriage and not to the family. It does not even promote all marriages equally, irrespective of children, but disproportionately single-earner marriages with a high income. Marriages that depend on both incomes to support themselves, or in which both spouses want to go to work, do not experience any "protection

of marriage and family" through marital splitting. Thus, spousal splitting is socially unjust and reinforces the social inequality between East and West Germany due to the different living conditions in the eastern federal states. Above all, marital splitting promotes the economic dependence of women and thus violates the prohibition of indirect discrimination. Reform proposals as gender-just, socially balanced and constitutional alternatives are available and should be implemented quickly.

**Julian Degan: Land Taxation: A Step towards Solving the Housing Issue?**

In the 19th century, Henry George presented central arguments for a just taxation of land. He argued that land rents, and thus the value of land, are of social origin. Therefore, the rent should not be privately appropriated, but absorbed fully by taxation. Although christian social ethics rejected these theses, its representatives in the Bonn Republic also advocated a tax on land. Against the background of catholic property ethics, Oswald von Nell-Breuning argued for a comprehensive taxation of unearned capital gains. Among the models proposed in the course of the recent land tax reform in Germany, a value-based land tax should be favored. A land value tax would not only be more efficient and just, but also beneficial for housing.



## Résumés

### **Georg Cremer, Gerhard Kruij : Le travail doit être rémunérateur pour tous. Nécessité de réformes en faveur des bénéficiaires de l'allocation citoyenne et des personnes à bas salaires**

En raison de l'interaction de différentes prestations sociales et de différentes contributions au système social qui obéissent à des règles différentes, on observe des taux élevés de retrait de transferts lors de la transition entre la perception de prestations sociales et l'emploi, ce qui n'incite guère à exercer une activité rémunérée. Sur la base d'orientations socio-éthiques, diverses propositions de réforme sont brièvement présentées et discutées, allant de l'introduction d'une allocation familiale de base jusqu'à des changements très profonds tels que l'introduction d'un revenu de base inconditionnel. Les auteurs considèrent comme efficaces les approches qui regroupent plusieurs prestations sociales et qui, de ce fait, uniformisent et réduisent les taux de prélèvement des transferts. Toutefois, un vote clair n'est possible que sur la base de modèles de calcul qui tiennent compte des conséquences, d'une part, pour le financement et, d'autre part, pour le marché du travail et la répartition des revenus.

### **Florian Zerzawy, Matthias Runkel, Florian Preisler : Suppression de subventions nuisibles à l'environnement conforme à la justice sociale. Supprimer les privilèges pour les grands revenus, compenser les bas salaires.**

La suppression de subventions nuisibles à l'environnement est d'une importance majeure pour la protection du climat. Les multiples erreurs d'incitation dans les secteurs énergie, moyens

de transport et agriculture s'opposent à la transformation de l'économie et de la société et pèsent en même temps sur le budget national d'un montant de plusieurs milliards. Une suppression socialement acceptable est possible, car les subventions nuisibles au climat favorisent avant tout les revenus plus élevés. Ceux-ci profitent en particulier des subventions dans le secteur des transports, telles que l'exonération d'impôt sur le kérosène, le privilège pour les voitures de fonction, le montant exonéré selon la distance entre le domicile et le lieu de travail et le privilège pour le gazole. Quant aux personnes à bas salaires, des solutions peuvent être trouvées afin d'accorder le soutien voulu par les subventions de telle façon que les erreurs d'incitation au détriment de l'environnement soient réduites.

### **Christine Färber, Ulrike Spangenberg, Barbara Stiegler : Changer de cap. De bonnes raisons pour mettre fin à l'imposition jointe avec taux individualisés**

S'appuyant sur les arguments typiquement avancés contre la réforme de l'imposition actuelle du mariage, les auteurs expliquent les principales raisons d'une suppression de l'imposition jointe avec taux individualisés. Celle-ci concerne uniquement le couple et non la famille. Indépendamment des enfants, elle ne favorise pas tous les ménages de manière égale, mais elle privilégie de manière disproportionnée les couples où un seul salarié bénéficie d'un revenu élevé. Les foyers fiscaux qui dépendent des deux revenus pour subvenir à leurs besoins ou dans lesquels les deux époux souhaitent travailler ne bénéficient pas de la « protection du mariage

et de la famille » que le fractionnement conjugal entend promouvoir. Celui-ci est donc socialement injuste et renforce les inégalités sociales entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne en raison des différentes conditions de vie dans les « Länder » de l'Est. Le fractionnement conjugal favorise avant tout la dépendance économique des femmes et enfreint ainsi l'interdiction de la discrimination indirecte. Il existe des propositions de réforme respectueuses de l'égalité des sexes, socialement plus équilibrées et conformes à la Constitution.

### **Julian Degan : L'imposition des terres : un élément apte à résoudre la question du logement ?**

Dès le 19<sup>e</sup> siècle, l'économiste Henry George a présenté de bons arguments en faveur d'un impôt foncier équitable. Il a montré que les rentes foncières, et donc la valeur de la terre, sont d'origine sociale. C'est pourquoi la rente ne doit pas être accaparée de manière privée, mais doit être entièrement prélevée par l'impôt. Bien que l'éthique sociale chrétienne ait rejeté ces thèses, ses représentants dans la République de Bonn se sont également engagés en faveur d'un impôt sur la terre. Se référant à l'éthique catholique de la propriété, Oswald von Nell-Breuning, en particulier, s'est prononcé en faveur d'une taxation plus complète des plus-values non productives. Parmi les modèles proposés dans le cadre de la récente réforme de l'impôt foncier, un impôt foncier dépendant de la valeur est à privilégier également aujourd'hui. Un impôt sur la valeur de la terre serait non seulement plus efficace et plus juste, mais aussi bénéfique à la politique du logement.